

Elio Di Rupo

«La réaction de la N-VA résulte de l'échec de la politique menée depuis un an»

LES PHRASES CLÉS

«On se rend compte qu'en termes budgétaires, ils ont un trou qui tourne autour des 6 milliards. C'est colossal.»

«Est-ce une grossièreté de demander un peu d'équité?»

«Il n'y a pas assez de journalistes spécialisés dans les matières régionales.»

BENOÎT MATHIEU

Il ne pensait sans doute pas si bien dire, en milieu de semaine, lorsqu'il établissait un lien entre l'intention de la N-VA de sabrer dans la sécurité sociale et son ADN nationaliste. Bingo: à peine quelques heures plus tard, Bart De Wever annonçait rallumer, au sein de son parti, la flamme institutionnelle – mais a-t-elle seulement jamais été éteinte? Après deux jours d'agitation, essentiellement francophone, le président du PS et nœud papillon le plus célèbre du paysage politique belge revient sur ce sursaut communautaire.

Est-ce vraiment étonnant qu'un parti nationaliste ait des visées... nationalistes? L'émoi francophone est-il justifié?

Il résulte de plusieurs facteurs. Le premier, c'est que le MR a fait le choix de mettre un parti nationaliste au cœur du régime. En disant: «Chers concitoyens, ne vous inquiétez pas. Oui c'est un parti séparatiste, mais j'ai l'assurance que pendant cinq ans, on ne vivra pas de sursaut communautaire, on va s'occuper de l'économie et du social.»

Ce que le gouvernement fait.

Mmmh. Ce qui crée l'émotion, c'est que le débat politique revient à nouveau sur l'existence de la Belgique. C'est inacceptable. On se retrouve avec un gouvernement fortement déstabilisé sur le plan économique et social et un débat politique aigu sur des questions communautaires. Car la réaction politique de la N-VA résulte aussi de l'échec de la politique menée depuis plus d'un an. Et j'ouvre une parenthèse: maintenant ils ne peuvent plus dire que c'est la faute de Di Rupo ou du Saint-Esprit, ils doivent commencer à assumer. On se rend compte qu'en termes budgétaires, ils ont un trou qui tourne autour des six milliards, si l'on en croit la Banque nationale. C'est colossal.

C'est sans compter les effets retour.

Cela ne changera pas grand-chose. La N-VA s'est érigée en donneuse de leçons. «Nous,

nous allons atteindre l'équilibre en 2018, et vous verrez ce que vous verrez. En 2015, nous serons à 2% de déficit.» Aujourd'hui, on flirte avec les 3%. On assiste à l'échec de ce que l'on nous a promis. On est sur un champ politique où, d'une part, la politique économique et sociale ne tient pas la route et d'autre part, le débat est communautaire. Voici ce que dit le parti socialiste. Un: tout ce que vous avez fait ne conduira pas au redressement du pays. Deux: ce débat communautaire est extrêmement perturbant dans le champ politique. La majorité des néerlandophones comme des francophones n'en veulent pas.

La crise est-elle si aiguë que cela? Le climat communautaire a déjà été nettement plus exacerbé. La N-VA ne fait que réfléchir à l'application de son programme après 2019, ce qui en soi n'est pas étonnant.

Non, ce n'est pas normal. Un parti politique a pour mission de soutenir un gouvernement. Un parti constitue une mamelle pour un gouvernement, qui n'est rien d'autre qu'un rassemblement de femmes et d'hommes voulu par des partis politiques.

Un parti peut réfléchir à plus long terme.

On n'empêche personne de réfléchir. Mais le gouvernement avait promis que la question communautaire n'existerait pas durant cette législature. Or aujourd'hui, il y a rupture de cet accord. On crée un état d'inquiétude dans la population. Vous ne trouvez pas que politiquement, c'est quelque chose de fondamental? Cela génère de la peur, qui vient s'ajouter à un climat déjà difficile avec le terrorisme. On aurait pu s'en passer. La fidélité d'un parti à un gouvernement, c'est de ne pas créer une tension aussi importante.

Un couac budgétaire vous permet-il de dire que la politique économique est un échec? Est-ce si terrible de trouver quelques milliards quand on sait que votre gouvernement en a dégagé 22?

Les allocataires sociaux et les pensionnés commencent à voir une difficulté considérable. Les revenus n'ont pas crû et les prix ont augmenté. Sur le plan de la Sécu, je ne prendrai que quelques exemples. Les consultations chez les spécialistes ont été harmonisées à la hausse, c'est-à-dire augmentées. Il y avait un bonus aux pensions pour inciter les gens à rester actifs jusqu'à 65 ans, il a été supprimé. Le plus dramatique est pour les gens qui travaillent à temps partiel de manière involontaire, il s'agit dans 80 à 90% des cas de femmes, souvent de mères célibataires. Elles bénéficient d'un complément de chômage, que le gouvernement a réduit de moitié. D'un autre côté, ce gouvernement fait tout pour préserver les entreprises.

À ce propos, que pensez-vous de la position du ministre des Finances Johan Van Overtveldt, embarrassé par la condamna-

tion des excess profit rulings par la Commission? On dirait qu'il ne veut pas de ces 700 millions que devrait récupérer l'État. S'il y a eu évasion fiscale, il faut réclamer cet argent, c'est évident. J'ai l'impression que certaines formations politiques veulent fermer les yeux sur les mécanismes fiscaux des entreprises. Chaque fois qu'on a essayé d'intervenir, cela a été difficile. On a arraché, je dis bien arraché, le fait qu'il existe un minimum de paiement d'impôt des grandes entreprises. Est-il normal que l'on puisse gagner des centaines de millions, voire des milliards, sans quasiment rien payer comme impôt? L'ouvrier, l'employé, le cadre, lui, il paie jusqu'à 50%. Est-ce une grossièreté de demander un peu d'équité?

Autre parenthèse fiscale. On reparle de l'exonération dont bénéficie le compte d'épargne. Faut-il supprimer cet avantage ou l'élargir à d'autres produits?

C'est un débat que nous avons eu sous le précédent gouvernement. L'idée n'était pas de le supprimer ou de l'étendre, mais simplement de l'appliquer. Parce qu'il n'y a pas, aujourd'hui, de «dieu d'addition» des comptes d'épargne. On sait que les Belges en ont plusieurs. J'y étais favorable: on ne touche à rien mais on applique intégralement la disposition. L'épargne constitue pour nombre de personnes un bas de laine, ce n'est pas un patrimoine banal. Beaucoup de gens modestes, durant toute leur vie, ont mis un peu de côté. Supprimer cet avantage fiscal, cela peut faire à nouveau mal au citoyen.

Côté wallon, on parle d'une possible offre privée sur la FN Herstal. La Région doit-elle rester actionnaire?

La Wallonie a toujours été au secours de la FN pour des raisons d'emploi dans le bassin liégeois et j'imagine qu'elle examine toute situation qui puisse pérenniser l'entreprise. Mais il ne faut pas privatiser au nom d'une idéologie. Certains partent du principe que quand c'est fait par le privé, c'est mieux. Moi je dis qu'il y a autant de gâchis dans le privé qu'il peut y en avoir dans certains segments de la fonction publique. Ce n'est pas parce que c'est public que c'est mal géré. Regardons ce que nous avons fait avec Belgacom, devenue Proximus. Nous sommes en 2016, l'entreprise est toujours là et est florissante. Que reproche-t-on à l'État? Quel est le drame d'avoir maintenu un capital public?

On peut se demander si les pouvoirs publics doivent être actionnaires d'une entreprise d'armement.

Bien sûr. Nous sommes antimilitaristes. Et je comprends que l'on puisse penser que c'est contradictoire. La difficulté est la suivante. On sait très bien que si ce ne sont pas les armes de la FN, ce seront des armes françaises, allemandes ou britanniques. Person-

nellement, je suis pour le désarmement complet, mais je crois que je ne le verrai jamais. Ce à quoi la Région veille, c'est le volume de l'emploi, dans un bassin qui a beaucoup souffert. La Région wallonne ne jette pas son chapeau en l'air en disant: «On est formidables, on est détenteurs d'une entreprise d'armes». Mais elle veut préserver cet emploi dans un système compétitif international.

Autre question d'actualité: faut-il inscrire la laïcité dans la Constitution?

C'est un débat que nous menons. Nous sommes dans un pays où, de manière non écrite, la laïcité politique est une réalité. Je reste convaincu qu'on doit garantir que l'État ne favorise aucune option philosophique et ne soit ni phagocyté ni influencé par l'une ou l'autre. Faut-il l'inscrire dans la

Constitution? Si on peut s'accorder entre partis démocratiques sur le concept et ses conséquences, pourquoi pas. Ce n'est pas la priorité du parti socialiste, on a beaucoup plus de soucis avec le pouvoir d'achat et la situation générale, mais on en discute.

On reproche souvent au gouvernement wallon son absence, ou de visibilité, ou de projets.

Par rapport à tout le bruit que fait le gouvernement fédéral, je comprends qu'on considère qu'en Wallonie, c'est beaucoup plus calme. Ça l'est dans les faits. Mais il ne faut pas s'y tromper. Il y a eu cette semaine une décision importante, de ne pas indexer les loyers. Ils travaillent d'arrache-pied pour le redressement de la Wallonie. Il y a tout un plan lié à l'économie numérique, avec pour intention d'être parmi les meilleurs au

monde. Il y a toujours le plan Marshall. Il y a tout un travail sur le logement. Il y aura le plan de révision des aides à l'emploi. Un autre élément sur lequel je voudrais insister, c'est que l'éclairage médiatique est important. Si vous réalisez quelque chose de formidable mais que vous ne bénéficiez d'aucun écho, c'est comme si vous n'aviez rien fait. Je trouve que, notamment en termes de télévision, il n'y a pas assez de journalistes spécialisés dans les matières régionales, surtout après la sixième réforme de l'État. On devrait trouver à Namur davantage de reporters, d'analystes, qui connaissent bien la matière et puissent l'expliquer. On parle du Fédéral tous les jours; on ne parle pas quotidiennement de ce que fait le gouvernement wallon. Mais je peux vous dire, pour les connaître: ils ne jouent pas aux cartes!

«Ce n'est pas parce que c'est public que c'est mal géré. Regardez ce que nous avons fait avec Belgacom, devenue Proximus.»